

DSA

[DSA : le règlement sur les services numériques ou Digital services act | vie-publique.fr](#)

[Règlement - 2022/2065 - EN - EUR-Lex \(europa.eu\)](#)

Le Digital Services Act (DSA) est une réglementation importante de l'Union européenne qui complète le Digital Markets Act (DMA) pour former un cadre réglementaire complet destiné à moderniser la gouvernance numérique. Alors que le DMA cible les pratiques anticoncurrentielles des grandes plateformes, le DSA vise à réguler les services numériques pour garantir un environnement en ligne plus sûr et plus transparent. Le DSA impose des obligations strictes aux plateformes numériques, en particulier celles de grande taille, afin de protéger les droits numériques des utilisateurs européens et de combattre la diffusion de contenu illicite. Voici un résumé des objectifs, des principales dispositions et des sanctions associées du DSA.

Objectifs du DSA

1. **Améliorer la responsabilité des plateformes en ligne** : Assurer que les plateformes prennent des mesures proactives pour lutter contre la diffusion de contenu illégal et nuisible.
2. **Protéger les droits des utilisateurs** : Renforcer les droits des utilisateurs en ligne en améliorant la transparence et en offrant de meilleurs mécanismes de contrôle sur les informations personnelles et le contenu.
3. **Favoriser la transparence** : Obliger les plateformes à divulguer comment leurs algorithmes sélectionnent et affichent le contenu aux utilisateurs.
4. **Créer un environnement en ligne plus sûr** : Réduire les risques associés à l'utilisation des services numériques, notamment en matière de désinformation et de contenu malveillant.

Principales dispositions

Responsabilité du contenu

Les plateformes sont obligées de mettre en place des systèmes efficaces pour retirer le contenu illégal dès qu'elles en ont connaissance, et doivent suivre des procédures strictes pour garantir une réponse rapide.

Transparence des algorithmes

Le DSA exige que les plateformes expliquent la logique sous-jacente à leurs systèmes de recommandation et offrent aux utilisateurs la possibilité de choisir des options non basées sur des profils algorithmiques.

Droits des utilisateurs

Les utilisateurs doivent avoir accès à des mécanismes clairs pour signaler le contenu illégal ou contestable et obtenir un recours en cas de suppression injustifiée de leur contenu.

Protection des mineurs

Des mesures spécifiques doivent être mises en place pour protéger les mineurs contre les contenus nuisibles et garantir que les services en ligne respectent leur vulnérabilité.

Sanctions en cas de non-respect

Sanctions financières

Des amendes peuvent s'élever jusqu'à 6% du chiffre d'affaires mondial annuel pour les infractions, reflétant la gravité des non-conformités et la taille des entreprises impliquées.

Obligations de conformité

Des audits réguliers et des rapports de conformité sont exigés pour surveiller continuellement les pratiques des plateformes et garantir leur alignement avec le DSA.

Mesures correctives

En cas de violations répétées, les autorités peuvent imposer des mesures correctives sévères, y compris des changements dans les pratiques commerciales ou des restrictions supplémentaires sur les opérations.